

Une histoire de la Palestine : enjeux et périls

par Philippe BOURMAUD

Dans une synthèse ambitieuse, une universitaire allemande s’efforce d’écrire l’histoire de la Palestine depuis la conquête ottomane jusqu’à la fondation de l’État d’Israël. Cependant l’histoire économique et sociale de la Palestine est sans cesse ramenée vers les enjeux du présent – comme si la Palestine était une terre-à-coloniser ou simplement l’emplacement du futur État d’Israël. Mais est-il possible, et surtout souhaitable, de s’inscrire dans une historiographie qui « symétriserait » les souffrances ?

Recensé : Gudrun Krämer, *A History of Palestine. From the Ottoman conquest to the founding of the State of Israel*, Princeton / Oxford, Princeton University Press, 2008.

Il est rare qu’une histoire de la Palestine à l’époque moderne et contemporaine présente les qualités d’information et de recul scientifique qui caractérisent *A History of Palestine*. Gudrun Krämer, professeur de sciences de l’islam à la Freie Universität de Berlin et spécialiste de l’Égypte et de la Palestine au XX^e siècle (et auteure notamment de *The Jews in modern Egypt*¹), a entrepris un projet ambitieux : composer, dans un ouvrage de format accessible, un récit historique rendant intelligible un champ d’études complexe et difficile parce que conflictuel. De la conquête ottomane en 1516-1517 à l’occupation britannique du pays en 1917-1918, de l’installation du mandat de la Grande-Bretagne en 1922 au plan de partage de novembre 1947, de la guerre qui s’ensuivit à la fondation de l’État d’Israël le 14 mai 1948 et aux armistices de Rhodes en 1949, c’est un pari largement gagné. Mais la

¹ Gudrun Krämer, *The Jews in modern Egypt*, Londres / Seattle, 1989.

composition de l'ouvrage illustre cependant un problème récurrent qui se pose à l'historien : le présent ne cesse de s'inviter dans ses efforts d'intelligence du passé.

Le panorama chronologique que Gudrun Krämer donne de la Palestine ottomane et mandataire illustre en effet, malgré elle, les difficultés de l'écriture de l'histoire dans cette région du monde : peu ou prou, l'historien est ramené à une « vision par le petit bout de la lorgnette » (« *tunnel vision* ») que l'auteure déplore à de multiples reprises (p. XI, p. 102, p. 176-178) : une histoire ramenée sans cesse vers les enjeux du conflit politique et territorial actuel. De fait, on ne comprend pas les logiques de la production historique portant sur la Palestine si l'on néglige le fait que l'historiographie a été rédigée et problématisée à l'intérieur de ce conflit, ou en réaction à des thèses inspirées par celui-ci ; c'est donc seulement à partir des modes de problématisation que l'on peut comprendre comment se sont structurés les débats sur l'histoire de la Palestine et, par conséquent, la composition de l'ouvrage de Gudrun Krämer.

Ces modes de problématisation sont généralement téléologiques, mais surtout imprégnés des usages politiques très fréquents que l'on fait de l'histoire dans le cadre du conflit israélo-palestinien. La téléologie, dont Paul Veyne estimait qu'elle était inhérente à l'enquête historique, est lourde d'incidence dans des circonstances où l'on invoque régulièrement l'idée de « droit historique ». À partir de là, le recyclage sélectif de la production académique dans des systèmes de légitimation politique, voire des ouvrages de pure propagande, est d'autant moins évitable que les historiens sont des enseignants et des hommes dans la cité. Inversement, le débat public est de nature à aiguillonner la curiosité des historiens – mais on ne verra pas là une particularité des mondes académiques israélien et palestinien.

Deux exemples connexes permettront de comprendre comment le conflit politique affecte directement la manière dont les historiens s'interrogent sur l'histoire de la région. Le premier est la question de l'enregistrement des terres et de la réforme du code ottoman de la propriété foncière en 1858 (p. 81-83, p. 91). Cette dernière loi a conduit, sans modifier radicalement les dispositions foncières du droit musulman, à l'enregistrement progressif des terres dans un cadastre et a facilité le partage des parcelles d'usage collectif. Or l'historiographie de la propriété foncière rurale et de cette loi, dont les débuts sont à peu près contemporains de ceux de l'histoire structurale et quantitative des campagnes, ne s'est pas

concentrée comme cette dernière sur les structures agricoles dominantes, sur les modes d'exploitation agricole ou sur l'incidence agronomique de leurs transformations. Les historiens ont été surtout attentifs aux logiques de l'enregistrement au cadastre, notamment au fait que nombre de paysans et de bédouins ont refusé de faire enregistrer leurs terres et ont laissé des notables locaux ou plus éloignés en devenir les propriétaires légaux. Une vaste littérature s'est progressivement accumulée sur les formes de la propriété rurale proprement dite. Comparativement, l'influence agronomique des réformes a longtemps été considérée comme un acquis – ce que Gudrun Krämer résume en déclarant que « la réforme agraire eut des conséquences sociopolitiques importantes, bien au-delà de la formation de grands domaines dans certaines régions de la Palestine » (p. 83).

L'insistance sur le cadastre prend son sens lorsqu'on voit qui étaient les premiers historiens de l'agriculture en Palestine : pour partie, à l'instar de Moshe Granott², des employés des organisations sionistes puis du ministère de l'agriculture israélien, chargés de préparer les acquisitions de terres sur le plan légal ou, après 1948, de faciliter l'occupation de terrains agricoles abandonnés par les réfugiés ; pour une autre partie, à l'instar de Sami Hadawi³, des employés palestiniens des organismes internationaux chargés de préparer, après 1948, l'indemnisation ou la compensation des réfugiés de Palestine. Dans ce dernier cas, la loi de 1858, qui ouvrait la voie à des ventes massives de terrains au bénéfice des organisations de colonisation agricole juive, n'était pas loin de représenter l'origine des problèmes des Palestiniens arabes. En règle générale, la propriété foncière rurale était transformée en un enjeu du conflit politique, avec l'idée que l'enregistrement des terres avait été défavorable à la masse de la population rurale palestinienne, qui s'en était trouvée vulnérabilisée économiquement.

Ceci conduit Gudrun Krämer, au terme d'une synthèse nuancée, à conclure que « l'élan principal pour la croissance [économique de la Palestine] vint du dehors ou, plus exactement, d'en haut » (p. 91), c'est-à-dire de l'État ottoman qui se réformait au moyen de lois comme celle de 1858. Or, comme l'ont montré les travaux de Beshara Doumani⁴ et de Mousa Sroor⁵,

² *The Land system in Palestine. History and structure*, Londres, 1952.

³ Voir notamment Sami Hadawi, *Palestinian rights and losses in 1948 : a comprehensive study*, Londres, 1988 ; Sami Hadawi et al., *Village statistics, 1945 : a classification of land and area ownership in Palestine*, Beyrouth, 1970.

⁴ Voir notamment : Beshara B. Doumani, « Rediscovering Ottoman Palestine : writing Palestinians into history », in *Journal of Palestine Studies*, XXI, n° 2, hiver 1992, pp. 5-28 ; et pour une analyse plus détaillée, *Rediscovering Palestine. Merchants and peasants in Jabal Nablus, 1700-1900*, Berkeley, 1995.

la tendance des notables à faire enregistrer des terres ou des bâtiments à leur nom, parfois en dépit de la loi, s'observe dès les années 1830 : la libéralisation du marché foncier a commencé par en bas, avant d'être formalisée par l'État ottoman. Il est donc exagéré, comme le fait Gudrun Krämer, de faire de la transformation des systèmes agricoles l'effet d'une réforme foncière venue essentiellement de l'État central ottoman, qui semble avoir cherché à réguler un processus déjà en cours.

Le deuxième exemple est celui des facteurs de « modernisation » de la Palestine, qui incluent la loi de 1858, mais qui ont souvent été traités selon une chronologie déconnectée de la théorie de la modernisation, qui suppose des chronologies locales, régionales et mondiales fortement imbriquées : l'historiographie sioniste a vu dans l'arrivée en Palestine des premiers colons juifs, en 1882, le moment d'une accélération des transformations économiques et sociales⁶. Ainsi que le note Gudrun Krämer,

« trop souvent, l'histoire de la Palestine à la fin de l'Empire ottoman est vue (et racontée) comme un simple prélude au conflit judéo-arabe au XX^e siècle. Par suite, le début de l'immigration juive de masse, et plus particulièrement de l'immigration sioniste, en 1882, semble être un tournant dans l'histoire moderne de la Palestine, sinon de la région en général. [...] Pour la Palestine, pourtant, 1882 ne peut être considérée comme un tournant que si l'histoire est écrite rétrospectivement à partir de son résultat – la fondation de l'État d'Israël. Cette date n'a pas de sens si le but est d'écrire une histoire générale de l'économie et de la société en Palestine. » (p. 101)

Significative pour l'histoire du sionisme, l'année 1882 ne peut devenir importante pour l'histoire économique et sociale de la Palestine que si l'on considère que, d'emblée, les acteurs sionistes ont constitué une force d'innovation radicale. Au delà de toutes les difficultés que pose l'idée de modernisation, cette thèse se heurte à la réalité du développement économique en Palestine dès les années 1850 (p. 84-92) et au fait que l'économie de la communauté juive dans la région dépendait de la main-d'œuvre peu onéreuse des Arabes (p. 112-118).

En creusant sous ces deux exemples, on retrouve rapidement le débat sur la légitimité du sionisme et du mouvement national palestinien. La question de la propriété foncière rurale revient à savoir si l'occupation légitime naît du titre de propriété, comme forme juridique à

⁵ Musa Sroor, *Fondations pieuses en mouvement : de la transformation des statuts de propriété de biens waqfs à Jérusalem (1858-1917)*, thèse de doctorat, Aix-en-Provence, 2005.

⁶ Voir par exemple Yehoshua Ben-Arieh, *Jerusalem in the nineteenth century*, vol. 2 : *Emergence of a new city*, New York, 1986.

prétention universelle dans l'économie contemporaine, ou si elle dérive des droits d'usage des paysans. Sur ce point, aux ramifications plus contemporaines qu'il n'y paraît, la loi ottomane était sans équivoque, qui permettait l'expulsion sans façon des paysans par les propriétaires. Le problème est qu'une bonne partie du cadastre et des enregistrements de transactions foncières et immobilières a été dispersée ou rapatriée au moment de la retraite de l'armée ottomane en 1918 (p. 156), ce qui refait surface de nos jours : car les organisations de colonisation juive en Cisjordanie, à Jérusalem et à Gaza n'hésitent pas à aller chercher dans les archives turques la preuve d'acquisitions faites à l'époque ottomane, en vue d'expulser des occupants palestiniens qui, souvent, n'ont jamais eu le moindre soupçon de la transaction d'origine. La question des facteurs de modernisation est tout aussi politique : elle a alimenté les débats pour savoir si le territoire doit revenir aux occupants séculaires ou à ceux qui, immigrants, estiment l'avoir mis en valeur.

À l'évidence, Gudrun Krämer comprend très bien la portée de ces conflits de légitimation sur les structures de l'historiographie de la Palestine ; elle assortit son texte de nombreuses mises en garde quant à leur incidence. Il n'empêche que son propos prend pour l'essentiel la forme d'un enchaînement de mises au point sur des sujets qui ont fait débat au sein et au-delà de la communauté des historiens et que, par suite, son récit apparaît indirectement informé par le conflit. Dans la mesure où l'auteure est tributaire de la bibliographie existante, c'est probablement inévitable. Il en résulte que l'organisation du livre donne l'impression que cette *Histoire de la Palestine* est en fait une *Histoire de la question de la Palestine*. Comme l'ouvrage éponyme d'Henry Laurens⁷, les périodes successives de l'ouvrage ne sont pas présentées pour elles-mêmes, mais pour donner une intelligibilité au conflit et à la situation dans laquelle il a émergé.

Ceci explique le déséquilibre dans le traitement de la période couverte par l'ouvrage. Les 250 premières années de la présence ottomane, de la conquête en 1516 jusqu'au milieu du dix-huitième siècle, sont présentées de façon très générale, comme un ensemble de cadres administratifs, économiques et sociaux, sans diachronie dans la description : le premier chapitre remonte aux temps bibliques pour livrer une réflexion sur les noms concurrents utilisés pour désigner la Palestine et le second s'enquiert des fondements de la sacralité de cette terre pour les trois grandes religions monothéistes. Le récit historique proprement dit

⁷ Henry Laurens, *Histoire de la question de Palestine*, vol. 1 : 1799-1922. *L'invention de la Terre sainte*, Paris, 1999.

commence alors, autour de 1750 : après avoir présenté les structures sociales et politiques de la domination ottomane et les conflits pour le contrôle de la Palestine et de son commerce dans les années 1750-1840 (chapitre 3), Gudrun Krämer étudie successivement l'incidence des réformes ottomanes du XIX^e siècle sur le pays (chapitre 4), l'émergence du conflit politique arabo-sioniste avant la Première guerre mondiale (chapitre 5), les caractères généraux du peuplement au XIX^e siècle et dans l'immédiat avant-guerre (chapitre 6), la Première Guerre mondiale et l'établissement du mandat britannique (chapitre 7), les ambiguïtés du système mandataire vis-à-vis des deux communautés, arabe et juive, du pays (chapitre 8) et les caractéristiques du développement de celles-ci dans les années 1920 (chapitre 9), avant d'aborder la période de radicalisation du conflit : les affrontements sanglants de 1929 (chapitre 10), les incidents répétés du début des années 1930 (chapitre 11), la révolte arabe de 1936-1939 (chapitre 12) et, pour finir, la route de la guerre de 1948 et son déroulement (chapitre 13). Dans l'économie générale du livre, l'époque ottomane ne fait pas tout à fait jeu égal avec les quelques trente années de la présence britannique (154 pages contre 168) ; et les années de mise en place du conflit judéo-arabe n'occupent pas loin du tiers de la description de la période ottomane. C'est un choix, qui correspond certainement aux attentes des lecteurs exprimées en quatrième de couverture (« Il est impossible de comprendre la Palestine d'aujourd'hui sans une lecture attentive de son passé lointain et récent »). Toutefois, cela rend le sous-titre du livre, qui entend aller « de la conquête ottomane à la fondation de l'État d'Israël » quelque peu trompeur. On regrettera notamment le quasi-silence sur le XVI^e siècle, sur lequel la bibliographie est loin d'être muette, avec notamment les travaux de Kamil al-'Asali, d'Amnon Cohen et d'Amy Singer⁸.

Il faut donc prendre l'ouvrage comme étant écrit dans le cadre d'un conflit israélo-palestinien et israélo-arabe qui, de fait, ne nous quitte pas. Dans ce contexte, l'auteure appelle, en guise de brève conclusion, à la production de récits symétriques sur l'histoire de la Palestine – symétriques notamment par les conditions documentaires de production de la bibliographie : « à l'aube du XXI^e siècle, les archives arabes portant sur les années les plus cruciales [1947-1949] restent scellées, et le climat politique et intellectuel du monde arabe est

⁸ Voir notamment son travail monumental d'édition de documents sur l'ensemble de l'histoire de la Palestine ottomane : Kamil J. al-'Asali, *Watā'iq maqdisiyyah tārīhiyyah*, Amman, 1983-1989, 3 vol. On verra aussi Amnon Cohen, *The Guilds of Ottoman Jerusalem*, Leyde, 2001 ; Amnon Cohen & Bernard Lewis, *Population and revenue in the towns of Palestine in the sixteenth century*, Princeton, 1978; et Amy Singer, *Palestinian peasants and Ottoman officials: Rural administration around sixteenth-century Jerusalem*, Cambridge, 1994.

encore incompatible avec une révision fracassante de mythes auto-glorificateurs. De ce point de vue, et pas seulement de celui-ci, l'asymétrie entre les deux camps persiste » (p. 323).

Nous partageons le désir de voir les archives des États arabes s'ouvrir, mais la question de la symétrie, seulement esquissée ici, est complexe : les tentatives dans ce sens – par exemple le manuel scolaire à deux voix publié par le Peace Research Institute in the Middle East et intitulé *Histoire de l'autre* (Paris, 2004) – reflètent que, dans ce conflit, l'idée de symétrie fait débat, elle aussi. Symétrie dans la présentation de la légitimité, symétrie dans la souffrance : la première ne convainc que peu des acteurs locaux, la deuxième encore moins – et d'autant moins que la situation actuelle en Palestine est généralement considéré comme un exemple parfait de « conflit asymétrique ». La symétrie dans l'exposé des historiographies pose des problèmes spécifiques : elle maintient la forme de l'opposition en camps au sein du monde académique, pourtant voué au dialogue scientifique ; elle semble difficilement conciliable avec l'idée que les chercheurs doivent tendre à s'effacer derrière leur objet. Enfin, il est tentant d'opposer une historiographie arabe à une historiographie sioniste, mais les pays arabes sont nombreux et leur histoire, jusque dans la guerre de 1948, ne se lit pas seulement vis-à-vis du mouvement sioniste puis d'Israël, mais aussi dans des rivalités interarabes dont Gudrun Krämer souligne l'importance au cours de la *Nakbah* palestinienne de 1947-1948 (p. 315). Si une historiographie arabe de la Palestine s'est formée à la suite de cette guerre, autour notamment de la personnalité de l'historien syrien Constantin Zureik, elle ne constitue qu'une étape dans l'histoire des historiographies arabes.

Exprimons en outre un regret personnel : le livre ne traite l'histoire culturelle de la Palestine qu'en passant, et presque toujours au miroir du politique : le costume et notamment la question du costume traditionnel (voile pour les femmes et keffieh pour les hommes), l'émergence de théâtres et de cinémas (en particulier, mais pas seulement, au sein de la communauté juive) et les pèlerinages (ceux du moins, très politiques sous le mandat, de Nabi Mousa et de Nabi Salih) sont évoqués pour faire ressortir les formes de mobilisation populaire, l'écart des niveaux de vie et la différence culturelle entre les deux communautés. Pourtant, les formes culturelles, les « traditions » diverses constituent une partie importante de la littérature sur la Palestine à la fin de l'époque ottomane et sous le mandat, qui n'apparaît guère ici à l'exception de l'ouvrage important de Tewfik Canaan, *Mohammedan Saints and*

*Sanctuaries in Palestine*⁹. Même du point de vue de l'histoire « par le petit bout de la lorgnette », c'est une lacune dommageable : toute cette littérature aux confins de la topographie, de l'archéologie, des sciences religieuses et de l'ethnographie est fondamentale si l'on veut comprendre les origines et les formes du nationalisme culturel qui constitue un aspect important du mouvement national palestinien dans les territoires occupés à partir des années 1970-1980. L'émergence d'une culture sioniste spécifique importe aussi à la compréhension de l'Israël d'aujourd'hui.

Moyennant ces réserves, dont la plupart sont au reste difficiles à dépasser, l'ouvrage de Gudrun Krämer est très solide et propose une série de mises au point informées et éclairantes. Les erreurs sont peu nombreuses : le médecin cité à la page 79 n'est pas le Dr Ernest Masterson, mais le Dr Edward Gurney Masterman, également topographe et ethnographe réputé de la Palestine (mais l'erreur se situe probablement dans le livre de Stefan Wulf que cite alors l'auteure) ; la tombe de Moïse, au Nabi Musa, ne fut pas érigée à la fin du XII^e ou au début du XIII^e siècle (p. 208), mais dans la deuxième moitié du XIII^e siècle par le sultan Baybars¹⁰. Les tableaux statistiques sont utiles, mais l'usage qu'en fait l'auteure s'avère à l'occasion simpliste, lorsqu'elle écrit (p. 185, p. 203 et p. 244) que les Arabes chrétiens de Palestine sont une population en très large majorité urbaine. Tout dépend ici de ce qu'on appelle « urbain » : Ramallah, Bethléem, Beit Jalla, Beit Sahour, Shifa' 'Amr et même Nazareth, où vivent une partie importante des chrétiens de Palestine, sont des agglomérations qui, sans doute, entrent dans la définition statistique des villes. En termes anthropologiques et sociologiques, ce sont pourtant de gros bourgs encore très ruraux : ce que signale par exemple la prononciation de la lettre « kaf » en « tchaf », caractéristique de la population rurale palestinienne. Sur les plans économique et culturel, ils ne se distinguent généralement des villages voisins que par l'existence d'une industrie touristique et d'institutions scolaires missionnaires qui tirent fortement le taux d'alphabétisation vers le haut. Ces localités ne sont en tout état de cause guère assimilables aux grandes villes de Jaffa, Haïfa et Jérusalem, où les chrétiens se conçoivent souvent comme une avant-garde de la population arabe palestinienne.

⁹ Tewfik B. Canaan, *Mohammedan Saints and sanctuaries in Palestine*, Jérusalem, 1927

¹⁰ Pour une mise au point sur cette question et la mythologie palestinienne qui attribue la construction du sanctuaire de Nabi Musa à Saladin, voir l'article d'Emma Aubin-Boltanski : « Salah al-Din, un héros à l'épreuve. Mythe et pèlerinage en Palestine », *Annales. Histories, Sciences Sociales*, n° 1, 2005, p. 91-107.

Toutefois, il faut louer le vaste travail de synthèse – et de renouvellement bibliographique depuis l'édition allemande du livre, en 2002 – qu'a effectué Gudrun Krämer. Son livre offrira une vision d'une rare pondération, qui le recommande au public universitaire en guise d'initiation. Il satisfera également un lectorat plus large désireux de cerner les enjeux historiques du conflit et de sortir de la vision trop commune qui tend à réduire ce dernier à la période inaugurée par la guerre de 1948.

Texte paru dans **laviedesidees.fr**, le 14 mai 2008

© **laviedesidees.fr**